

PROMOTION AGRICOLE

Cotonou abrite bientôt atelier régional sur le riz

" POLITIQUES ET STRATÉGIES POUR LA PROMOTION DE LA PRODUCTION RIZICOLE ET LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE". C'EST AUTOUR DE CE THÈME QUE L'ADRAO (LE CENTRE DU RIZ POUR L'AFRIQUE) ORGANISE DÉBUT NOVEMBRE UN ATELIER RÉGIONAL EN COLLABORATION AVEC LA CEDEAO (COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST).

GNONA AFANGBÉDJI

LA CRISE alimentaire dans certains pays du Sahel avec son corollaire de hausse généralisée des prix des denrées de première nécessité qui n'épargne pas le Bénin impose plus que jamais d'entrevoir des politiques courageuses pour assurer la sécurité alimentaire des populations à travers le renforcement des bases de la production agricole. C'est cette préoccupation qui anime les responsables de l'Adrao (Centre du riz pour l'Afrique). Le Centre veut mobiliser du 7 au 9 novembre prochain des décideurs politiques, le secteur privé, des partenaires nationaux, des organisations régionales, des institutions de recherche et des

baillleurs de fonds, fabricants de matériels et commerçants d'intrants autour d'un atelier régional sur la promotion de la production rizicole en Afrique subsaharienne. Selon l'Adrao, l'initiative résulte du constat malheureux que les efforts de recherche dans cette partie du continent ne sont pas souvent suivis des politiques adéquates de promotion au niveau national. "Pendant que des progrès de la recherche ont contribué à la résolution d'importants problèmes en matière d'offre et de production du riz, l'environnement politique et technologique dans lequel le secteur rizicole évolue constitue un facteur limitant", constate-t-il. Le cas récent reste celui des variétés de riz NERICA qui, malgré la percée



L'Adrao fournit beaucoup d'effort dans la promotion d'une production locale du riz

technologique qui a accompagné cette découverte et les efforts de dissémination à travers le réseau de l'Initiative africaine du riz (ARI) et autres projets financés par les bailleurs de fonds, peine toujours à donner des résultats probants. Pour l'Adrao, " le succès de tels programmes requiert des politiques nationales et régionales visant le développement d'un secteur rizicole compétitif".

Ainsi, les attentes de la rencontre de Cotonou sont de plusieurs ordres. Il s'agira de faire l'état des lieux sur les politiques et la recherche rizicoles en Afrique subsaharienne pour savoir qu'est-ce qui a été fait? Où on se situe? Quelles sont les leçons acquises? Quels domaines des politiques requièrent plus d'attention en matière de recherche? L'atelier permettra également de créer une plate-forme commune pour la recherche sur les politiques et le plaidoyer, de définir des thèmes de recherche et activités prioritaires et de sélectionner des articles scientifiques qui feront l'objet de publica-

tion dans une revue internationale. Le riz est devenu un aliment de base pour les habitants des zones urbaines et rurales de l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Selon l'Adrao, la consommation totale de riz en Afrique subsaharienne a augmenté de 5,3 % sur la période allant de 1995 à 2001, tandis que le taux de croissance pendant la même période était seulement d'environ 2 %. La forte demande en riz a fait augmenter les importations au cours de la même période de 8,4 % par an et de ce fait l'Afrique subsaharienne représente 20 % des importations totales de riz dans le monde. L'essentiel des projections d'augmentation des importations et de la consommation du riz proviendra du Nigeria, Sénégal, Côte d'Ivoire, Sierra Leone, Madagascar, Mali, République Démocratique du Congo, Ghana, Mozambique, Tanzanie et Libéria. La valeur annuelle de l'importation du riz dans les pays subsahariens est estimée à plus de deux milliards dollars américains (plus 1100 milliards de francs Cfa).

CHERTÉ DE LA VIE AU BÉNIN

Les consommateurs dans la rue

UNE VINGTAINE D'ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE BÉNINOISES PROJETTENT D'ORGANISER MERCREDI PROCHAIN UNE MARCHÉ POUR PROTESTER CONTRE LA CHERTÉ DE LA VIE, INDIQUE UN COMMUNIQUÉ DONT LA PANA A OBTENU COPIE DIMANCHE À COTONOU.

ORGANISÉE sous le slogan "Les consommateurs béninois accusent!" l par la Coalition contre la cherté de la vie, une organisation regroupant plusieurs composantes de la société civile, la marche vise à dénoncer la "souffrance économique traumatisante" dans laquelle vivent les populations depuis la montée des prix des produits pétroliers sur le marché international. Depuis cette montée, indique le communiqué, les calculs ont montré qu'au Bénin, il y a une forte pression fiscale qui élève le prix de vente des produits à un niveau inaccessible au consommateur. Tous les secteurs de l'économie sont affectés par cette situation alors que le pouvoir d'achat des citoyens reste faible.

Dans le secteur des télécommunications, les prix pratiqués par les opérateurs publics et privés béninois sont les plus élevés de la sous-région, malgré l'importance des investissements effectués dans ce secteur et le rôle de ce service dans le développement économique et social d'une nation, indique la coalition.

Cette situation qui pénalise à plusieurs égards les consommateurs, est due, poursuit le communiqué, au fait de l'ouverture du secteur sans un régulateur du secteur. Quant au secteur de l'énergie électrique, les consommateurs paient, malgré la qualité du service, l'électricité et l'eau à un prix qui est au-dessus de leur pouvoir d'achat. Le comble, rappelle le communiqué, est que les dispositions se prennent actuellement au niveau du Ministère en charge de l'énergie, et la société béninoise d'énergie électrique pour passer à une tarification indexée de l'énergie électrique au Bénin. Les prix des produits vivriers locaux eux, sont passés du double au triple, avec pour conséquence, la sous-alimentation des populations, surtout celles en milieu rural qui n'ont pas les ressources pour s'approvisionner en produits vivriers importés, déplore la coalition. Ces situations rendent la vie difficile aux consommateurs béninois qui ne semblent avoir été entendus ni par l'Etat, ni par le secteur privé malgré leurs cris d'alarme.

(PANA)

Prix des produits vivriers (tongolo)

Marché	Maïs	Mil/Sorgho	Riz	Haricot	Gari	Arachide
Dantokpa	300 F	300 F	345 F	400 F	300 F	500 F

Marché	Lait/moy	Sucre/Bte	Huile rouge	Huile d'arachide	Viande boeuf/mouton	Viande Porc
Ganhi	500 F	350 F	500F/L	500F/L	2000F/Kg	1500F/Kg

Matières premières

Produits	Marchés	Valeurs
Cacao	Londres	850,00 E/tonne
	New York	1428,00 \$/tonne
Café	Londres	977,00 \$/tonne
	New York	103,10 cts/lb
Caoutchouc	Singapour	168,50 cts/kg
Coton	New York	56,25 cts/lb
	Chicago	57,25 cts/lb
Sucre	New York	11,81 cts/lb
Jus d'orange	New York	112,00 cts/lb
Blé	Paris	109,75 E/tonne
Tourteaux de soja	Chicago	169,20 \$/tonne
	Chicago	23,78 cts/lb
Huile de soja	Chicago	573,25 cts/lb
	Chicago	201,25 cts/lb
Cuivre	Londres	4032,00 \$/tonne
Aluminium	Londres	1921,50 \$/tonne
Or	Londres	462,85 \$/once
Platine	Londres	925,50 \$/once
Pétrole wti	New York	59,70 \$/baril

DEVICES (BOURSE DE PARIS)

Monnaie	Franc Cfa (Bceao)	Achat	Vente
Dollars	546,74	546,74	546,81
Euro	655,49	655,49	655,68
Yen	4,7386	4,7386	4,7405
Naïra	4,16	4,1673	4,1726

PLACE BOURSIERE

LA BRVM a clôturé sa séance de cotation du lundi 24 octobre 2005 en légère baisse par rapport à la séance précédente. L'indice BRVM composite est passé de 98,07 à 98,06 points soit un repli de 0,01%. L'indice BRVM 10, pour sa part, a cédé 0,02% à 127,62 contre 127,65 précédemment.

1. La valeur des transactions s'établit à 9,43 millions contre 40,70 millions FCFA réalisés le vendredi dernier.
2. La négociation a porté sur 8 sociétés pour un total de 39 inscrites sur le marché des actions. Le nombre de titres échangés s'est élevé à 359.
3. 08 SGI dont 03 hors Côte d'Ivoire ont participé au marché sur les 20 agréées.
4. La capitalisation boursière du marché des actions s'est chiffrée à 1 128 809 443 300 FCFA. Celle du marché obligataire s'élève à 329 889 714 675 FCFA.